



Enraciner le développement
dans la communauté
Revue annuelle 2006

The Canadian **CED** Network

Le Réseau canadien de **DÉC**

Strengthening Canada's Communities
Des communautés plus fortes au Canada



Courriel : info@ccednet-rcdec.ca Site web : www.ccednet-rcdec.ca

Siège social

211-620 View Street
Victoria (BC) V8W 1J6
Canada

Tél. : 250 386-9980
Télec. : 250 386-9984
Sans frais 1 877 202-2268

Imprimé au Canada en mars 2006 sur du papier recyclé. > Rédactrice en chef : Erin Brocklebank, coordonnatrice des communications, RCDÉC. Conception graphique : Jim Poole > Traduction : Elizabeth Jutras



« La région où nous vivons est fondée sur le lien entre les gens et la terre. Les gens d'ici savent comment vivre sur une terre. Ils savent comment travailler ensemble et aussi comment travailler avec la terre pour mener un mode de vie de subsistance.

Notre histoire socioéconomique récente a causé la rupture actuelle avec ce savoir-faire et cette pratique quotidienne. Les gens sont parfaitement conscients qu'ils doivent travailler ensemble pour assurer la survie de ce mode de vie.

Nos communautés sont uniques. Les gens sont très fiers de l'endroit où ils vivent. C'est ce qui nous unit et nous sépare à la fois.

Les emplois ne peuvent à eux seuls susciter le changement. Nous croyons que l'oppression à long terme se traduit par le développement des capacités et de la mobilisation à long terme pour changer cette réalité socioéconomique. »

- Adaptation du profil de la Storytellers' Foundation (Profils de pratiques efficaces du Réseau pancanadien d'apprentissage en développement communautaire)

Renforcer les communautés canadiennes

Le DÉC est une approche qui reconnaît que les défis économiques, environnementaux et sociaux sont interdépendants, complexes et changeants. Pour être efficaces, les solutions proposées doivent puiser dans les connaissances locales et être mises en œuvre par les membres de la communauté. Le DÉC favorise les approches globales tenant compte des besoins des personnes, des communautés et de régions, et reconnaît que ces trois niveaux sont interreliés.

Le Réseau canadien de DÉC est un organisme dirigé par et pour ses membres dont la mission est de rehausser la portée et l'efficacité du DÉC au Canada, de soutenir les organismes et les personnes dans leurs activités de renforcement des capacités locales et de créer des solutions adaptées aux besoins locaux.

L'effectif du RCDÉC est composé de groupes communautaires, de coopératives, d'entreprises sociales, de praticiennes et praticiens, de citoyennes et citoyens actifs, de chercheurs et d'autres organismes situés aux quatre coins du pays.

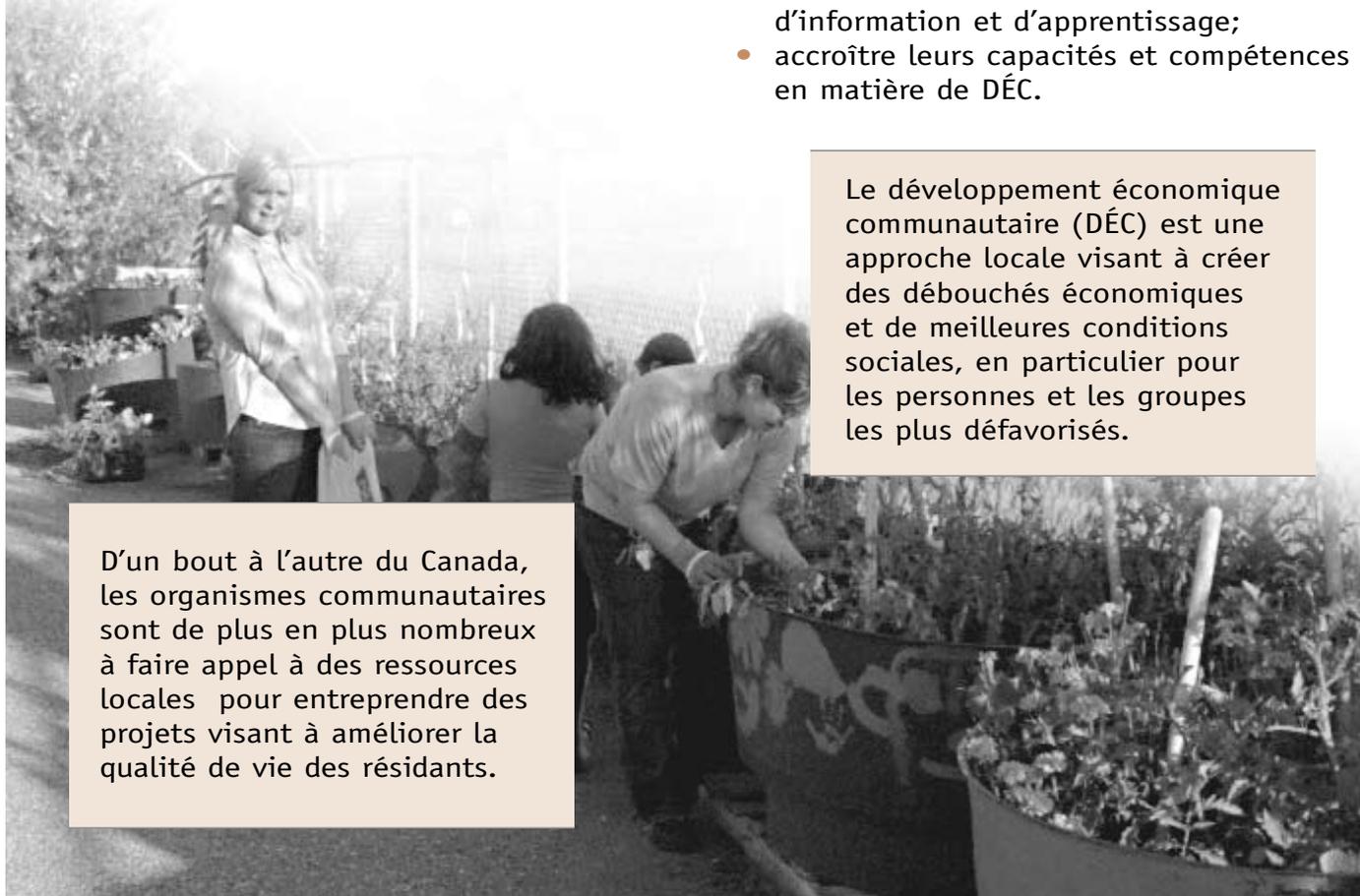
La vision du RCDÉC est axée sur le renforcement du développement économique communautaire dans les collectivités urbaines, rurales, nordiques et autochtones d'un bout à l'autre du Canada, ainsi que sur l'amélioration des conditions sociales, économiques et environnementales à l'échelle locale.

Les membres du RCDÉC s'engagent à :

- donner une envergure nationale au programme de DÉC;
- rehausser la portée et l'efficacité du DÉC;
- mettre en commun les éléments d'information et d'apprentissage;
- accroître leurs capacités et compétences en matière de DÉC.

Le développement économique communautaire (DÉC) est une approche locale visant à créer des débouchés économiques et de meilleures conditions sociales, en particulier pour les personnes et les groupes les plus défavorisés.

D'un bout à l'autre du Canada, les organismes communautaires sont de plus en plus nombreux à faire appel à des ressources locales pour entreprendre des projets visant à améliorer la qualité de vie des résidents.



Message de la présidente

Au Congrès pancanadien de DÉC et d'économie sociale 2006, la diversité des parcours des participantes et participants m'a frappée. Jamais autant de jeunes, d'immigrants, de réfugiés et de délégués internationaux n'avaient participé à l'événement. Le fait d'avoir partagé des expériences et des connaissances avec de nouvelles personnes lors des ateliers, des forums et des discussions de groupe a stimulé mon enthousiasme. J'ai constaté la grande portée qu'avait maintenant notre mouvement. Or, même si notre effectif est plus diversifié que jamais, nous devons continuer à planifier notre avenir et à renforcer les capacités des nouveaux praticiens et praticiennes pour assurer la pérennité du RCDÉC.

L'édification d'un mouvement diversifié et pluriel figure au nombre de nos réalisations en 2006, réalisations qu'il me fait plaisir de partager avec vous dans ce rapport annuel. À un moment où les conditions de financement précaires et les orientations politiques limitées pouvaient être perçues comme une énergie et un engagement modérateurs, nous avons travaillé fort pour réaliser des percées importantes dans la promotion d'un programme d'action en matière de DÉC, pour faire avancer la recherche en DÉC et pour assurer l'efficacité de nos activités internes. Ce rapport a comme objectif de partager nos expériences collectives de la dernière année et de souligner nos nombreuses réussites malgré le contexte politique et économique actuel au Canada.

Dans les collectivités canadiennes d'un bout à l'autre du pays, nos membres continuent d'unir leurs forces pour donner de l'espoir

aux citoyennes et citoyens défavorisés. L'engagement et la passion de nos membres et des communautés qu'ils représentent sont indéfectibles et leur détermination semble encore plus forte. À mesure que nous allons de l'avant, nous devons poursuivre la concrétisation de notre vision, garder espoir et démontrer un engagement sans faille. Nous pourrions ainsi conforter notre position en tant que principale ressource consacrée au développement économique communautaire au Canada.



Bien entendu, l'énergie, l'engagement et la passion impliquent des défis et des sacrifices. Au nom du conseil d'administration, j'aimerais souligner le dévouement, l'engagement et les efforts inlassables de notre directeur général, Rupert Downing, de nos employés, de nos comités, des membres du conseil d'administration, des organismes partenaires, des bailleurs de fonds et surtout, de nos membres. En travaillant tous ensemble, nous démontrons jour après jour que le développement économique communautaire incite au changement et offre des solutions novatrices aux collectivités d'un océan à l'autre.

Cathy Harrington
Présidente du conseil d'administration

Message du directeur général

La dernière année a démontré qu'il était temps de créer une vision forte et collective d'un meilleur avenir pour les communautés canadiennes. Des scènes de télévision montrant des communautés autochtones vivant dans des logements et des conditions sanitaires inimaginables nous a permis de voir comment les choses peuvent mal tourner quand le gouvernement fait preuve de négligence et que rien n'est fait pour changer cette situation. Le nombre grandissant de personnes sans abri à la recherche d'un logement et d'un soutien illustre clairement la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures pour favoriser l'accès à des solutions communautaires novatrices d'aide au logement et de réduction de la pauvreté. L'expérience des villes et villages ruraux pris dans un cycle de négligence agricole, de pauvreté rurale et d'exode indique le besoin criant d'une solution de développement économique communautaire en matière de politique agricole, solution qui vise à la fois à améliorer la durabilité alimentaire et à atténuer les changements climatiques.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, le RCDÉC doit jouer un rôle de premier plan dans l'édification d'un mouvement favorisant la mise en œuvre de solutions locales. Les activités de développement économique communautaire menées par nos membres contribuent à la création de solutions de grande portée pour les Canadiennes et Canadiens et les communautés du pays. Élargi et favorisé systématiquement sur le plan de la politique, le DÉC peut offrir des solutions viables et globales aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux interreliés. Parmi ces problèmes, mentionnons le logement, l'aide à l'enfance, la formation

en matière d'emploi, l'établissement des immigrants, les changements climatiques et la durabilité alimentaire. Le regroupement d'activités et de solutions constitue la raison d'être du RCDÉC. Notre objectif est de créer un espace commun et une tribune à l'intention des personnes œuvrant au sein des communautés, un endroit favorable à l'apprentissage par les pairs, à la création de ressources et d'outils collectifs, à la défense des intérêts communautaires pour orienter les politiques selon les besoins réels des personnes et à la réalisation d'études factuelles sur les approches efficaces et la raison de leur succès.



La croissance de notre effectif – près de 700 membres et quelque 10 000 personnes utilisant nos ressources – illustre la nécessité d'un mouvement comme le nôtre, même s'il est de plus en plus difficile d'obtenir du financement pour mener nos activités fondamentales. Nous espérons que vous continuerez à vous joindre à nous en grand nombre et à participer à la concrétisation de notre vision d'un meilleur Canada de fond en comble, communauté par communauté!

A handwritten signature in orange ink, which appears to read "Rupert Downing".

Rupert Downing
Directeur général

Ma vision du changement : Des membres du RCDÉC partagent leur vision



David Daughton, coordonnateur, programme Mobilizing Youth for the Delivery of Advisory Service (MYDAS), Î.-P.-É.

Je travaille dans le secteur du DÉC, car j'ai une vision axée sur le renforcement de l'autonomie locale et la santé communautaire, vision enracinée dans l'action locale et la conscience mondiale.

En tant que jeune, j'ai constaté que les approches coopératives répondaient mieux aux besoins de ma communauté. Je me suis donc intéressé naturellement au travail coopératif. La plupart des histoires de réussite dont j'ai entendu parler concernent des initiatives communautaires menées par des gens passionnés et engagés dans leur communauté.

Ma vision la plus achevée est fondée sur une économie dans laquelle la prospérité n'est pas limitée pas aux communautés urbaines ou aux activités d'extraction des ressources naturelles. Je rêve d'un pays où les gens auraient un style de vie durable où qu'ils choisissent de vivre, tout en s'engageant dans des activités qui ne nuisent pas à l'environnement et qui contribuent au renforcement de la culture locale.



Anne Kettenbeil, directrice générale ACEM – Fonds Communautaire Québec

Je suis animée d'une soif de justice sociale et économique. C'est ce qui m'a amenée à travailler en DÉC.

Dès mon tout jeune âge, j'ai remarqué que les gens ne voulaient pas partager et je me suis interrogée à ce sujet. J'ai depuis compris que la création d'un tissu social serré passait par la coopération. C'est d'ailleurs la coopération qui a motivé ma décision de travailler dans le secteur du développement économique communautaire.

La notion selon laquelle la coopération peut résoudre quelques-uns des plus grands problèmes est pour moi une source de motivation. Les gens ordinaires qui gardent espoir et qui continuent de se rassembler et de partager des idées m'inspirent. Je ne dis pas que je crois que le changement peut survenir, mais que je connais le potentiel qu'ont les gens pour susciter le changement.



Gulalai Habib

Agente de développement économique communautaire (coordonnatrice de la coopérative Malalay) Services aux immigrants de la Colombie-Britannique

Selon ma vision du Canada, tous les citoyens et citoyennes sont traités de façon égale.

En participant au Programme de développement des Nations Unies, j'ai constaté la dépendance des réfugiés afghans au Pakistan. Le système avait fait d'eux des bénéficiaires passifs. Quand je suis arrivée au Canada, j'ai observé la même situation – des immigrants et des réfugiés vivant de l'aide au revenu pendant des années. L'incroyable capacité de survie de ces gens n'est pas reconnue par notre système politique actuel. Le problème n'est pas l'incapacité des nouveaux arrivants au Canada à survivre, mais plutôt l'incapacité de notre système à reconnaître leurs compétences. Voilà ce qui me pousse à œuvrer dans le secteur du DÉC.

Selon moi, la participation communautaire, la responsabilité des programmes et l'autonomie sociale sont essentielles à l'établissement réussi des nouveaux arrivants au pays. Nous devons insister sur l'importance d'une approche ascendante. Le RCDÉC est une source d'inspiration au sein de notre coopérative et à l'échelle pancanadienne. Il fait naître l'espoir dans le cadre des initiatives et des programmes destinés aux immigrants et aux réfugiés. J'espère que les partenariats entre le RCDÉC et les autres secteurs servant les immigrants iront en augmentant, car les activités axées sur les immigrants nécessitent l'intervention de tous les secteurs. Quand nous l'aurons compris, le système socioéconomique canadien intégrera réellement les nouveaux arrivants.



Jaddah Loder

Membre, Comité des nouveaux leaders du RCDÉC

Pour moi, il était inévitable que je me joigne au mouvement du DÉC. Je cherche à y participer le plus activement possible, car en tant que Canadienne, je sens que j'ai les moyens et la possibilité d'améliorer mon pays. Mon expérience m'a montré que le DÉC est essentiel à la croissance et à la prospérité d'une communauté. Le fait d'être membre du Comité des nouveaux leaders me permettra certainement de contribuer à l'édification d'un Canada viable pour tous ses citoyens et citoyennes sur les plans économique et social. Le développement économique durable est indispensable pour réussir dans l'avenir et concrétiser cette vision que nous partageons toutes et tous.

Bâtir un mouvement pluriel

Le RCDÉC est un réseau pancanadien unique, qui puise sa force directement dans des initiatives locales, qui tire parti des compétences des praticiennes et praticiens et qui noue des liens avec les organismes qu'il sert. Au cours de la dernière année, le RCDÉC a travaillé activement à l'établissement d'un effectif diversifié et pluriel.

Le DÉC axé sur les immigrants et réfugiés

En 2006, nous avons accompli des progrès notables dans le domaine du DÉC axé sur les immigrants et les réfugiés. Le Réseau d'action des immigrants et des réfugiés (RAIR) figure parmi les plus grandes réalisations du RCDÉC. Le RAIR est un groupe de travail pancanadien composé de praticiennes et praticiens de DÉC immigrants et réfugiés et de leurs partenaires d'un océan à l'autre. Ces personnes – des membres et des non-membres du RCDÉC – travaillent conjointement à l'établissement de ponts entre les groupes d'immigrants et l'ensemble du secteur du DÉC.

« Je ne peux expliquer à un professeur de Harvard ce qu'est la pauvreté, mais à vous, je le peux.

Nous devons parler aux gens œuvrant en justice sociale, puis parler avec les membres de communauté pour leur faire comprendre que oui, nous vivons dans la pauvreté et que oui, il existe des solutions. [...] C'est pourquoi je crois que si nous pouvons trouver des alliés et les sensibiliser à notre cause, nous pourrons agir. »

- Entrevue avec Mohammed Maie,
Edmonton Mennonite Centre et membre
fondateur du RAIR



Depuis la création du RAIR, nous avons beaucoup appris, notamment ce qui suit.

- Nos réseaux bien structurés ne vont pas au devant des groupes d'immigrants et de réfugiés. Nous devons travailler fort pour trouver et établir des liens avec les praticiennes et praticiens immigrants et réfugiés. Nous entretenons maintenant des liens avec des coopératives et des entreprises sociales dans différentes régions du Canada. Voilà un résultat extraordinaire en lui-même.
- Les mots « immigrant », « réfugié », « nouvel arrivant », « Néo-Canadien » et « personne racialisée » ne fonctionnent pas pour nous. Cela dit, nous avons choisi d'utiliser le terme global « immigrants et réfugiés ». À l'heure actuelle, nous cherchons à trouver des moyens de montrer que pour la plupart, les personnes victimes d'exclusion sociale et économique et nées dans un autre pays possèdent des caractéristiques raciales devant être mieux comprises et acceptées.
- Les praticiennes et praticiens appartenant au groupe des immigrants et des réfugiés vous invitent à faire équipe avec eux en DÉC.
- Les entreprises sociales, dont les coopératives, ont la capacité d'offrir des services sociaux adaptés aux besoins culturels et de transformer le Canada en une société multiculturelle. La réponse aux besoins fondamentaux, l'organisation communautaire et l'éducation des adultes font partie de la première étape de la création de coopératives et d'entreprises sociales dans les groupes des nouveaux arrivants.

En 2007, nous nous consacrerons à :

- établir le bien-fondé d'un investissement accru en DÉC dans les communautés d'immigrants et de réfugiés;

- offrir aux praticiennes et praticiens de DÉC appartenant au groupe des immigrants et des réfugiés ainsi qu'à leurs alliés des possibilités d'établir des liens et de se rencontrer en personne;
- créer des outils, des ressources et des occasions d'apprentissage pour permettre aux praticiennes et praticiens de DÉC appartenant au groupe des immigrants et des réfugiés de devenir autonomes.

Pour obtenir plus d'information sur le RAIR, veuillez visiter le site :

www.ccednet-rcdec.ca/fr/pages/coopdev.asp

Le DÉC international

Lors du Congrès pancanadien de DÉC 2006, le RCDÉC a décidé de créer le Comité international du RCDÉC. L'objectif de ce comité est de renforcer l'engagement international du RCDÉC en développement économique communautaire et d'influer sur les politiques canadiennes en matière de développement international. Parmi les membres du comité, nous trouvons des représentants du Centre for Community Enterprise (CCE), du réseau Économie solidaire de l'Ontario, d'Uniterra, de CUSO et du Carrefour canadien international (CCI).

Le Comité international a mené un sondage auprès des membres du RCDÉC pour mieux comprendre l'engagement international actuel des membres et le niveau d'intérêt nécessaire pour participer plus activement au secteur international. Les résultats de ce sondage seront communiqués à l'occasion du Congrès pancanadien de DÉC 2007.

Manitoba – Le RCDÉC section Manitoba et SEED Winnipeg ont établi un partenariat qui donnera naissance à quatre entreprises sociales dans des communautés d'immigrants et de réfugiés. Un comité directeur provincial axé sur les immigrants et les réfugiés a été formé dans le cadre de cette initiative. Ce comité organise des événements pour offrir des occasions d'apprentissage et de réseautage novatrices et favorables à l'intention des dirigeants d'organismes de DÉC appartenant au groupe des immigrants et des réfugiés au Manitoba.

Nouveaux leaders

Le Comité des nouveaux leaders du RCDÉC regroupe des jeunes poursuivant l'objectif « d'accroître le nombre et le niveau de compétences des jeunes praticiennes et praticiens de DÉC et de faire en sorte que ceux-ci soient représentés adéquatement au sein du RCDÉC et que leurs idées soient prises en considération ».

Au cours de la dernière année, le Comité des nouveaux leaders a fait de grands pas dans la poursuite des objectifs visant à sensibiliser les jeunes au DÉC, à mettre en place une base de données probantes pour favoriser la participation des jeunes au DÉC et à renforcer les capacités des jeunes praticiennes et praticiens de DÉC.

Québec – Le coprésident du Comité des nouveaux leaders, Christian Clément, est basé à Québec. Les stages menés dans le cadre de notre programme CrééAction dans des organismes membres de la région contribuent à resserrer les liens, en témoigne notamment le parrainage d'un événement consacré au DÉC et à l'économie sociale. Cet événement est organisé conjointement par des jeunes et l'Université Concordia.

Sensibilisation

- Incidence positive sur le niveau de participation et de leadership des jeunes au sein du RCDÉC. Nous avons aidé à organiser le volet jeunesse du Congrès pancanadien de DÉC 2006 et y avons participé. Nous avons réussi à mobiliser un nombre jamais vu de jeunes participantes et participants et nous avons organisé une soirée animée par des jeunes.
- Sensibilisation d'autres organismes jeunesse et jeunes dans les communautés. De nombreux organismes jeunesse ont entendu parler du programme de stages CrééAction par l'entremise des activités du Comité des

nouveaux leaders. Depuis, ils ont adhéré au RCDÉC et ont soumis une demande pour accueillir des jeunes stagiaires.

- Le financement à long terme des activités axées sur les jeunes continue d'être un problème pour nos partenaires et les organismes membres.

Capacité

- Nous avons mené des séances de dialogue avec des conférenciers invités de différentes régions du Canada; le taux de participation était très bon.
- Création d'un bulletin sur les jeunes et le DÉC et d'un site de discussion consacré aux nouveaux leaders (www.el-nl.blogspot.com).
- Les jeunes membres sont sensibilisés au DÉC et sont intégrés à un réseau de DÉC élargi.

Recherche factuelle

- Production et distribution de profils sur les organismes axés sur les jeunes et le DÉC et du rapport final. Ce projet de recherche n'avait pas comme seul objectif d'enrichir notre base de données et de connaissances sur les jeunes et le DÉC au Canada. Il visait aussi à inspirer les gens de tous les âges en leur partageant des histoires caractérisées par une diversité et une créativité extraordinaires.
- Nous prévoyons établir un plan d'action axé sur les jeunes et le DÉC en nous appuyant sur les idées des jeunes. Ce plan permettra d'orienter les activités du Comité des nouveaux leaders.



Mon expérience de stage CrééAction

CréeAction

Le programme de stages en développement économique communautaire (DÉC) CrééAction est mené par le Réseau canadien de DÉC et financé par Service Canada. De février 2006 à mars 2008, soixante jeunes d'un océan à l'autre participeront à un stage de six mois en DÉC.



Frederick Khonje,
coordonnateur de la recherche et des propositions
Quint Development Corporation

Le programme de stages CrééAction a été pour moi une expérience de croissance personnelle exceptionnelle et une occasion de progresser dans ma carrière. J'étais à la recherche d'une carrière répondant à mon sentiment de justice sociale sur les plans professionnel, universitaire et personnel. CrééAction était l'occasion idéale de me réaliser. Grâce au programme, j'ai pu enrichir mes connaissances et mon expérience au sein d'un organisme à vocation sociale.

J'ai effectué mon stage à la Quint Development Corporation (QDC). La QDC est une société communautaire sans but lucratif qui a comme objectif d'accroître le mieux-être économique et social des quartiers populaires du centre-ville de Saskatoon en empruntant une approche de développement économique communautaire. En tant que coordonnateur de la recherche et des propositions, j'ai effectué des recherches sur les politiques et les possibilités de financement, et j'ai élaboré des propositions de financement. Mon séjour à la QDC a été une expérience formidable. Le temps et l'énergie consacrés en ont valu la peine. Ce stage m'a permis de mieux cerner mes intérêts et de mieux comprendre le DÉC à l'échelle locale. Il m'a également appris la façon dont fonctionne un organisme sans but lucratif au sein d'une communauté.

Je remercie le RCDÉC de m'avoir donné la chance de vivre ce stage, ainsi que la QDC, grâce à qui j'ai pu voir des praticiennes et praticiens de DÉC à l'œuvre sur le terrain. Cette expérience a intensifié mon intérêt pour le DÉC et m'a donné envie de poursuivre mes études. Les nouveaux défis qui se présentent à moi m'emplissent d'enthousiasme : je viens d'entreprendre des études de maîtrise en administration des affaires avec spécialisation en DÉC à l'Université du Cap-Breton.

Programme de stages du RCDÉC

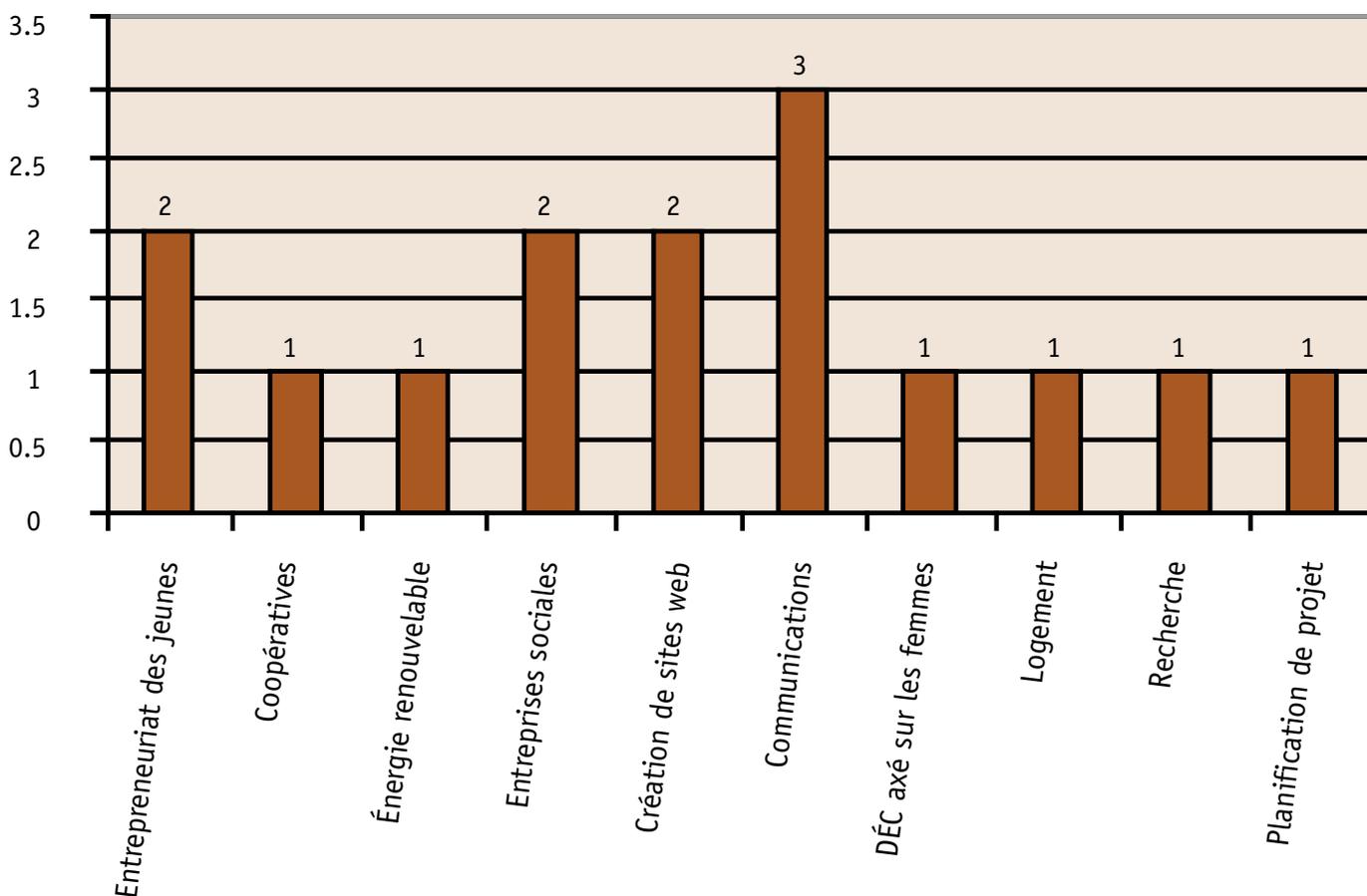
Le Programme de stages en DÉC est le seul programme canadien de stages à offrir aux jeunes des stages rémunérés en développement économique communautaire au sein de leur communauté.

Le premier en son genre au Canada, ce programme jumellera, d'ici à mars 2008, 60 jeunes poursuivant des études supérieures avec des organismes communautaires d'un bout à l'autre du Canada. En 2006, les quinze premiers stagiaires ont terminé leur stage dans leur organisme hôte. De ce nombre, huit travaillent maintenant en développement économique communautaire et cinq continuent de travailler dans leur organisme hôte.

Le programme CréeAction vise les objectifs suivants.

1. Offrir une expérience d'apprentissage pratique permettant aux participantes et participants d'acquérir des compétences en DÉC.
2. Donner aux participantes et participants la possibilité de constituer un réseau de pairs pour améliorer l'apprentissage social et pour accéder à des débouchés d'emploi.
3. Créer et diffuser des ressources favorisant l'apprentissage des personnes occupant un poste de premier échelon en DÉC.
4. Rassembler des faits probants pour convaincre le gouvernement et le secteur privé d'investir dans des programmes de stages en DÉC.

Nature des stages



Le congrès pancanadien

Congrès pancanadien de DÉC et d'économie sociale 2006



Enraciner le développement dans la communauté

Le Congrès pancanadien de développement économique communautaire (DÉC) et d'économie sociale 2006, qui avait comme thème « Enraciner le développement dans la communauté », a été notre événement le plus réussi jusqu'à aujourd'hui. Nous y avons accueilli 641 praticiennes et praticiens de DÉC et d'économie sociale, représentantes et représentants de la société civile, bailleurs de fonds et autres groupes affiliés venant des quatre coins du pays. Rassemblés autour du thème de la durabilité sociale, économique et environnementale, les participantes et participants ont partagé des connaissances dans le cadre des ateliers, des séances plénières, des discours-programmes et des visites de site.

La diversité du programme et des participantes et participants illustre bien le thème du congrès, « Enraciner le développement dans la communauté ». Les séances portaient sur les problèmes auxquels sont aux prises les collectivités rurales et autochtones, les femmes, les jeunes et les immigrants. Des techniques, des expériences et des outils internationaux y ont aussi été présentés. Enfin, le premier salon et carrefour d'entreprises sociales et d'initiatives de DÉC a offert aux participantes et participants une occasion de connaître les produits et services d'entreprises sociales locales ainsi que des initiatives communautaires exceptionnelles.

Parmi les autres faits saillants du congrès, mentionnons :

- la présence d'un contingent record de délégués internationaux, qui a témoigné de la participation du Réseau canadien de DÉC à la réunion internationale sur l'économie sociale

solidaire tenue à Dakar en 2005; elle indique une nouvelle orientation internationale pour le RCDÉC au cours de la prochaine année;

- l'annonce d'un partenariat officiel entre le Chantier de l'économie sociale et le Réseau canadien de DÉC – un pont établi entre notre réseau pancanadien et le puissant réseau québécois d'économie sociale;
- le forum précongrès sur les politiques du Canadian Women's CED Council (CWCEDC) – l'événement affichait complet et a attiré des participantes et participants de différents secteurs. Les échanges qui ont eu lieu au cours de cette séance ont contribué à mettre le DÉC axé sur les femmes à l'avant-plan des discussions futures sur les politiques, et les conférenciers ont insisté sur l'importance du lobbying stratégique pour protester contre la réduction des investissements sociaux et de l'engagement du gouvernement fédéral;
- la présence d'un large éventail de représentantes et représentants de la société civile œuvrant en économie sociale et de fonctionnaires principaux, qui a été une occasion précieuse de mener des consultations et des discussions et de partager des idées tout au long du congrès.

Le volet du congrès portant sur l'élaboration de politiques comprenait une série de quatre ateliers sur les politiques, une séance plénière, un forum précongrès sur le renouvellement du cadre stratégique et l'assemblée générale annuelle du RCDÉC. Chacune de ces séances a favorisé des échanges approfondis sur les priorités futures. Le programme du congrès et de nombreuses présentations d'ateliers peuvent être consultés sur notre site web. Selon les commentaires recueillis, les expériences d'apprentissage et les occasions de réseautage uniques offertes dans le cadre du Congrès pancanadien de DÉC et d'économie sociale 2006 ont été tout aussi importantes pour les participantes et participants.

Le congrès pancanadien suite

Le Congrès pancanadien de DÉC 2007 aura lieu à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), du 18 au 21 avril 2007. Cet événement est organisé conjointement par le Réseau canadien de DÉC et l'organisme hôte, Futures In Newfoundland and Labrador's Youth (FINALY!).

Le thème du congrès de 2007, « La mise en œuvre chez nous : bâtir des communautés sur une base solide », témoigne de notre désir de nous arrêter et de réfléchir sur l'évolution de notre réseau, ainsi que de nous rassembler pour établir une vision conforme à nos aspirations. Nous espérons que cet événement débouchera notamment sur l'établissement par les participantes et participants d'une ligne de conduite pour l'avenir malgré l'incertitude née des compressions persistantes en matière de soutien financier et de ressources dans le secteur du DÉC. Le congrès de 2007 portera principalement sur la façon dont nous pouvons tirer parti de notre base solide pour faire face aux difficultés de l'avenir.

Terre-Neuve-et-Labrador – Futures in Newfoundland and Labrador's Youth (FINALY!) sera l'organisme hôte du Congrès pancanadien de DÉC 2007. Les organismes hôtes locaux apportent leur aide à la préparation du congrès en suggérant des idées et en mobilisant leurs communautés. Les membres du RCDÉC peuvent soumettre une demande pour devenir le prochain hôte du Congrès pancanadien de DÉC. Surveillez l'appel de propositions de 2009 à ce sujet, qui sera envoyé à l'automne de 2008.

Jamais il n'y a eu une telle diversité de participantes et participants en ce qui a trait au secteur, au lieu de provenance, à l'ethnie et au rôle joué en DÉC et en économie sociale. De plus, les membres du Réseau canadien de DÉC formaient une minorité parmi les participantes et participants. Voilà un signe de l'efficacité des efforts de sensibilisation de nos membres.

Conseil pancanadien sur les politiques

David LePage, coprésident

Programme Enterprising Non-Profits (ENP), Vancity Community Foundation Vancouver (C.-B.)

Rosalind Lockyer, coprésidente

PARO Centre For Women's Enterprise Thunder Bay (Ont.)

Vicki Austad

New Westminster Community Development Society New Westminster (C.-B.)

Geri Collins

CFDC of Central Interior First Nations Kamloops (C.-B.)

Ethel Côté

L'Art du développement Plantagenet (Ont.)

Eunice Grayson

Learning Enrichment Foundation Toronto (Ont.)

Norman Greenberg,

Connections Clubhouse Hatchet Lake (N.-É.)

Peter Hough

Fédération canadienne des coopératives de travail Kentville (N.-É.)

Eric Leviten-Reid

Caledon Institute of Social Policy Madison, Wisconsin (É.-U.)

Mike Lewis

Centre for Community Enterprise Port Alberni (C.-B.)

Shauna MacKinnon

Canadian Centre for Policy Alternatives Winnipeg (Man.)

Lynne Markell

Canadian Co-operative Association Ottawa (Ont.)

Bill Ninacs

Coopérative de consultation en développement La Clé Victoriaville (Qué.)

Chris Pinney

Centre canadien de philanthropie Toronto (Ont.)

Marcia Tait

Ville d'Edmonton, services communautaires/services d'innovation Edmonton (Alb.)

Régénération économique

Le RCDÉC travaille actuellement à la mise en œuvre d'un programme axé sur les collectivités canadiennes dans le cadre duquel tous les ordres de gouvernement appuieraient mieux les collectivités et les organisations de la société civile pour créer des débouchés sociaux et économiques par l'entremise d'activités de développement durable et général. La pauvreté, l'itinérance, la dégradation de l'environnement, l'insuffisance de l'aide à l'enfance et les lacunes des programmes sociaux aggravent les conditions de vie dans de nombreuses collectivités. Le développement économique communautaire propose une approche globale pour surmonter ces problèmes. Pour réussir, cette approche doit s'appuyer sur un environnement politique favorable.

Au cours de la dernière année, le Conseil pancanadien sur les politiques, composé de quinze membres des quatre coins du pays, a dirigé la mise sur pied du programme, lequel est axé sur :

- la capacité de bien s'adapter à un contexte externe en évolution constante;
- le maintien d'un profil politique en matière de développement économique communautaire;
- un engagement plus important du RCDÉC en matière de politiques pour mieux répondre aux besoins des membres dans le cadre de leurs activités quotidiennes au sein de leur communauté.

Le RCDÉC continue de jouer un rôle de chef de file en matière d'élaboration de politiques au niveau pancanadien et contribue à l'amélioration des politiques de DÉC dans plus d'une province. Notre directeur général, Rupert Downing, a débattu des questions d'économie sociale à Ottawa et a uni sa voix à celle de la Canadian Co-operative Association pour nouer le dialogue avec des représentants fédéraux de l'ensemble de la classe politique pour leur démontrer la valeur du DÉC et de l'économie sociale. De concert avec ses partenaires, le RCDÉC a plaidé en faveur de la poursuite de l'initiative en matière d'économie sociale. Malgré les compressions

dans de nombreux domaines de programme, nous avons réussi à sensibiliser les différents partis politiques à l'importance du DÉC et de l'économie sociale dans les collectivités urbaines, rurales, nordiques et autochtones.

Le comité des ressources humaines du Conseil pancanadien sur les politiques continue quant à lui de promouvoir la réforme des politiques en matière de contrats et de financement ayant une incidence sur la capacité du secteur des organismes communautaires sans but lucratif à répondre aux besoins locaux. David LePage, président du Conseil pancanadien sur les politiques, a été le porte-parole du RCDÉC lors d'une audience devant le comité parlementaire HUMA (ressources humaines, développement social et personnes handicapées) sur l'économie sociale.

Au niveau provincial, les membres et les employés du RCDÉC d'un océan à l'autre ont pris des mesures concrètes pour créer une politique de DÉC provinciale sensible aux problèmes tels que l'intégration des immigrants, la sécurité alimentaire, l'itinérance et la pauvreté.

Les membres et les partenaires ayant participé au congrès de 2006 ont indiqué la nécessité pour le RCDÉC de jouer un rôle d'avant-plan dans la promotion d'un programme axé sur les collectivités. Le Conseil pancanadien sur les politiques répond à ce besoin en offrant aux membres un nombre accru d'occasions de cerner les nouveaux problèmes – par exemple, en matière de logement, d'alimentation et d'agriculture, de création d'entreprises sociales, d'établissement des immigrants et d'aide à l'enfance – et de travailler ensemble pour trouver des solutions.

Le Conseil (à gauche) pancanadien sur les politiques du RCDÉC, de concert avec ses sous-comités, élabore et promeut des cadres stratégiques pour faire en sorte que le développement économique communautaire joue un rôle plus actif dans le renouvellement des groupes défavorisés.

Établir le bien-fondé du DÉC

Le développement économique communautaire a fait ses preuves en ce qui a trait à la création de la richesse et d'emplois, à l'établissement de conditions favorables à l'innovation et à la productivité ainsi qu'à l'amélioration du mieux-être social. Le RCDÉC a participé à la réalisation de profils sur des initiatives florissantes d'un océan à l'autre. Ces profils soulignent comment les initiatives de DÉC favorisent la richesse, les emplois et la santé communautaire. En 2006, le RCDÉC a mené plusieurs projets de recherche, dont le projet sur l'inclusion sociale du Réseau pancanadien d'apprentissage en développement communautaire (voir l'article à ce sujet) et le projet de recherche sur les jeunes œuvrant en DÉC.

Le Réseau pancanadien d'apprentissage en développement communautaire, projet de recherche-action du RCDÉC échelonné sur deux ans et demi, visait à établir des liens entre l'inclusion sociale et le développement économique communautaire. Le rapport final examine les problèmes de l'exclusion et des inégalités sociales au Canada, résume les conclusions de la recherche, définit des occasions de changement critiques et fait des recommandations politiques aux gouvernements et aux praticiennes et praticiens pour consolider les efforts communautaires globaux en matière de développement communautaire, social et économique intégré. Dans le cadre du projet de recherche, nous avons demandé aux praticiennes et praticiens de partager des outils et des ressources utiles pour créer des approches intégrées axées sur l'amélioration des conditions sociales et économiques. Ces outils et ressources ont été compilés dans une boîte à outils en ligne offrant plus de 150 documents, guides, bandes vidéo, rapports de recherche, site web et études de cas en anglais et en français. On peut y effectuer une recherche selon le titre, un mot-clé, l'auteur, le format ou le sujet.

De novembre 2005 à avril 2006, dans le cadre d'un projet de recherche, le Comité des nouveaux leaders a établi le profil de treize initiatives de DÉC menées par des jeunes d'un bout à l'autre du pays. Ce projet visait à inspirer des personnes de tous les âges en présentant des profils d'organismes et d'initiatives de DÉC dirigés par des jeunes. Les études de cas avaient pour but de présenter des



Entre autres choses, la Core Neighbourhood Youth Co-op (CNYC) offre un lieu où des mesures peuvent être prises pour tenir les jeunes hors du système de justice sociale. Les participants apprennent comment exploiter une coopérative en prenant part à des initiatives environnementales lancées par le groupe.

Source : Profils de jeunes œuvrant en DÉC : la Core Neighbourhood Youth Co-op

exemples de telle sorte que les jeunes, les praticiennes et praticiens et les communautés tirent des enseignements des activités de DÉC axées sur les jeunes.

Le RCDÉC codirige également un programme de recherche quinquennal sur l'économie sociale avec le BC Institute for Co-operative Studies. Ce programme est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et met à contribution six centres de recherche régionaux aux quatre coins du pays relevant du centre national établi à Victoria, en Colombie-Britannique. Un conseil d'administration national, notamment composé de praticiens et de partenaires universitaires, supervise le programme. Le RCDÉC est chargé de l'élaboration et de la gestion du programme de téléapprentissage du centre, qui offrira aux praticiens et aux chercheurs des occasions courantes de participer à de nouveaux projets de recherche en français et en anglais. En octobre 2007, un congrès international intitulé « Bâtir les communautés : l'économie sociale dans un monde en mouvement » aura lieu à Victoria (C.-B.).

Le Comité consultatif de recherche du RCDÉC a comme objectif de renforcer la capacité de l'organisme à mener à bien des projets de recherche factuels à long terme. Les questions d'évaluation constituant une priorité pour les membres, le comité a mis sur pied un atelier sur les instruments et les modèles d'évaluation.

Article : La Storytellers' Foundation

Le Réseau pancanadien d'apprentissage en développement communautaire (RPADC)

Ce profil examinant les liens entre l'inclusion sociale et le développement économique communautaire a été réalisé dans le cadre d'une initiative menée par le Réseau canadien du DÉC. Échelonnée sur deux ans et demi, cette initiative a pris fin en 2006.

La Storytellers' Foundation est située au nord de la rivière Skeena, en Colombie-Britannique. La région abrite 14 collectivités distinctes, toutes établies sur le territoire traditionnel de la Première nation Gitksan, à environ 300 kilomètres de Prince Rupert sur la côte nord-ouest de la Colombie-Britannique. Environ 5 000 personnes vivent dans deux municipalités, Hazelton et New Hazelton, sept réserves, deux établissements non constitués et trois vallées. Ces collectivités se trouvent toutes dans la région d'Upper Skeena, qui s'étend sur 30 000 kilomètres carrés. La Première nation Gitksan compose 80 pour cent de la population; la plupart des autres habitants sont d'origine ouest-européenne.

Les collectivités de la région d'Upper Skeena vivent dans un environnement luxuriant, riches en ressources naturelles, en forêts pluviales tempérées, en montagnes neigeuses et en rivières où abondent les saumons. Par leur diversité, les différentes collectivités créent un sentiment d'appartenance et donnent aux gens locaux un sentiment d'identité et de fierté. Des liens profonds unissent les familles, et les gens entretiennent aussi une relation étroite avec la terre. Ces relations sont fondées sur une histoire qui remonte à plus de 10 000 ans, au moment de l'établissement de la Première nation Gitksan dans la région. Aujourd'hui, une culture d'appartenance est bien ancrée dans ces collectivités.



Article La Storytellers' Foundation suite

Les économies traditionnelles fondées sur le troc, le commerce et la réciprocité ont prédominé jusqu'à tout récemment dans la région d'Upper Skeena. Les nouvelles économies, qui s'appuient sur un modèle industriel d'exploitation des ressources naturelles à grande échelle, ont fait leur apparition il y a moins de cinquante ans. Le colonialisme, l'industrialisation et le corporatisme ont eu comme conséquence l'appauvrissement des collectivités de la région. Cette dernière affiche d'ailleurs des indicateurs socioéconomiques parmi les pires en Colombie-Britannique ainsi que des taux de chômage extrêmement élevés.

Sur le plan démographique, les jeunes représentent une importante partie de la population de la région d'Upper Skeena – 70 % des habitants, soit deux fois plus que la moyenne provinciale, sont âgés de moins de 30 ans. Malgré ces indicateurs socioéconomiques peu encourageants, la capacité de récupération de la population locale résultant du lien à la terre et à la famille ne fait pas de doute. Les membres des collectivités de la région ont signifié leur besoin de travailler ensemble et de soutenir les jeunes, car ils croient que ces domaines sont délaissés par rapport à la pratique historique, en raison des influences socioéconomiques récentes.

La Storytellers' Foundation a été créée 1994 en réponse au manque de résultats découlant des investissements extérieurs de millions de dollars en approches conventionnelles en matière de développement humain et économique. Selon les fondateurs de l'organisme, il existait un moyen de développement plus efficace s'appuyant sur les systèmes enracinés dans les cultures des Premières nations Gitksan et Settler. Au fil des ans, ils avaient remarqué que l'apprentissage informel – réponse locale au besoin d'une meilleure approche de développement humain et économique – prospérait dans la région d'Upper Skeena. Les



structures d'apprentissage informelles étaient bien organisées et fondées sur le lien à la terre et à la famille. Au milieu des années 1990, la Storytellers' Foundation a mené une étude communautaire pour permettre aux membres des collectivités de la région d'Upper Skeena d'exprimer leurs valeurs et leur vision de l'avenir

socioéconomique de la région. La majeure partie de cette étude a été effectuée en prévision de l'effondrement du secteur de l'exploitation forestière déjà précaire. De nombreux habitants de la région connaissaient la nature cyclique de ce secteur et savaient que ce dernier allait bientôt s'effondrer complètement, avec comme conséquence un chômage généralisé. Les emplois ne pouvaient à eux seuls susciter le changement.

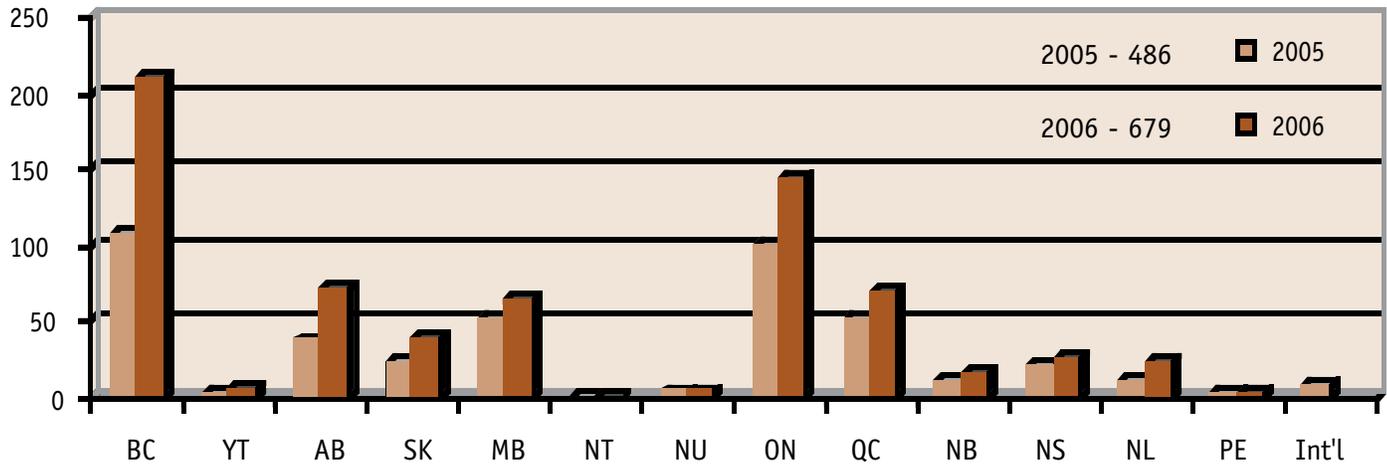
Grâce à ces constatations, la Storytellers' Foundation a pu élaborer des stratégies d'apprentissage communautaire pour s'attaquer aux problèmes plus profonds et sous-jacents empêchant les collectivités de la région d'Upper Skeena de prospérer dans ce milieu naturel vierge. Pour ce faire, elle a conçu une approche d'intégration en matière de santé et d'alphabétisation fondée sur les valeurs et les principes prônés par les habitants de la région. Ses pratiques s'appuient sur les valeurs et les moyens d'apprentissage des Premières nations Gitksan et Settler.

Les activités de la Storytellers' Foundation sont d'abord et avant tout orientées sur le civisme et la communauté. La fondation inscrit le DÉC dans un cadre écologique qui reconnaît la diversité comme un élément essentiel à la survie et à l'interdépendance entre les gens et la terre où ils vivent, pierre angulaire de la viabilité.

*Adaptation du profil de la Storytellers' Foundation
(Profils de pratiques efficaces du Réseau pancanadien
d'apprentissage en développement communautaire)*

Croissance soutenue de notre réseau

Comparaison de l'effectif (2005 et 2006)



L'année 2006 a été formidable pour le RCDEC : son effectif a augmenté de 37 %. Cette croissance témoigne du travail sur les politiques qu'a effectué le réseau ainsi que de la consolidation des liens entre les membres, qui se traduisent par une efficacité accrue de nos activités à l'échelle locale et la capacité d'offrir un soutien à toutes les personnes travaillant sur le terrain.

Dans l'avenir, le comité des adhésions se concentrera sur la mise en œuvre de stratégies favorisant la participation des membres à l'échelle du pays. De nombreux sous-groupes sont constitués et travaillent ensemble sur des sujets d'intérêt particuliers, notamment la durabilité alimentaire, les nouveaux leaders, les femmes œuvrant en DEC et les immigrants. Tous ont beaucoup à apprendre des autres à mesure que sont élaborées des stratégies locales dans les différents champs d'intérêt. Le comité des adhésions permet de faire connaître les réalisations de chacun.

Dans la poursuite de notre objectif visant un processus de gouvernance efficace, nous avons mené avec succès une consultation auprès de nos membres d'un océan à l'autre dans le but d'améliorer les politiques et les procédures liées à la participation des membres. Les résultats de

cette consultation seront présentés dans le cadre de l'AGA de 2007 aux fins d'approbation des nouvelles politiques et procédures de gouvernance par les membres.

À l'AGA de 2006, nos membres ont exprimé leur inquiétude par rapport à la difficulté pour le réseau de trouver du financement à long terme. En réponse à cette préoccupation, un programme d'appel aux donateurs a été créé et mis en œuvre. Dans l'avenir, nous inviterons nos membres à participer à l'élaboration d'un plan d'action pour déployer d'autres mesures de durabilité financière.



Le Comité des adhésions du RCDÉC poursuit les objectifs suivants :

- favoriser la participation des membres à l'élaboration des politiques liées à l'adhésion;
- encourager les membres à participer activement au renforcement et à la promotion du réseau;
- favoriser la participation des membres aux activités de sensibilisation à l'ensemble du secteur de DÉC au Canada;
- faire en sorte que les membres aient accès à des services de soutien de la part du RCDÉC dans le cadre de leurs activités visant à renforcer leur capacité interne de faire progresser le DÉC.

Le Comité des adhésions s'occupe du recrutement de nouveaux membres, établit les politiques liées à l'adhésion, aide à trouver des solutions pour répondre aux priorités des membres et contribue à la mise sur pied de l'assemblée générale annuelle.

En raison de notre effectif toujours plus grand, les activités du RCDÉC gagnent en efficacité; nous pouvons ainsi mieux servir nos membres. L'an dernier, pour répondre à nos besoins accrus en matière de communications, nous avons embauché une agente des communications, établi un plan de communications opérationnelles et intensifié nos relations avec

les médias. Nous avons également embauché un directeur financier et une aide-comptable. Même si la réduction de notre financement a entraîné l'abolition de quelques postes régionaux clés au cours de la dernière année, nous avons travaillé dur pour recruter de nouveaux membres afin de concrétiser la vision et de répondre aux besoins des membres partout au pays.

Saskatchewan – À la suite de l'établissement d'un cadre stratégique axé sur les communications, la sensibilisation et le renforcement des capacités, les membres du RCDÉC de la Saskatchewan mènent une foule d'activités, entre autres liées à la création d'entreprises sociales, au financement communautaire et au logement. Le nœud de recherche en économie sociale, dont l'hôte est l'Université de la Saskatchewan, a mené des projets de recherche ainsi que mobilisé et soutenu la communauté locale de DÉC au cours de la dernière année.

C.-B./Yukon – Dans le cadre d'une démarche de mobilisation et de consultation de quinze mois, les membres du Réseau canadien de DÉC résidant en Colombie-Britannique et au Yukon ont participé à un processus de planification stratégique pour clarifier leur mission et leur vision, examiner leurs activités et consolider les fonctions de gouvernance et d'exécution du réseau. Ces rencontres ont débouché sur la création du plan stratégique de la Colombie-Britannique et du Yukon 2006-2009, adopté par le Conseil pancanadien sur les politiques en mai 2006.

Comité des adhésions

Peter Frampton, coprésident
Learning Enrichment Foundation
Toronto (Ont.)

Marie Prebushewski, coprésidente
Thickwood Hills Business &
Learning Centers
Hafford (Sask.)

Caroline Lachance
ÉCOF-CDEC de Trois-Rivières
Trois-Rivières (Qué.)

Natasha Jackson
Office of African Nova Scotian
Affairs
Halifax (N.-É.)

Ross Mayer
Council for the Advancement of
Native Development
Edmonton (Alb.)

Larry Casper
CFDC of Central Interior First
Nations
Kamloops (C.-B.)

Scott Ricker
The Last Chance Ranch
Lytton (C.-B.)

Renforcement des capacités du secteur du DÉC

Au cours de la dernière année, notre priorité a été le renforcement du secteur du DÉC. Grâce à un nombre accru de séances de téléapprentissage, d'ateliers et de groupes de discussion, des membres de tous les secteurs se sont réunis à l'occasion d'événements favorisant le renforcement des capacités – en personne et virtuellement.

Le Comité de formation des praticiens et praticiennes se consacre au soutien des organismes et des praticiens de DÉC au Canada. Il a comme objectif d'améliorer les capacités et les compétences du secteur en offrant des ressources, des outils fondés sur les meilleures pratiques, des activités d'apprentissage et des occasions de perfectionnement professionnel. Le comité privilégie les atouts principaux pour tous les praticiens de DÉC et travaille avec des groupes d'assistance technique pour favoriser la collaboration et le partage d'information.

Au cours de la dernière année, nous avons continué d'améliorer l'atelier sur les éléments fondamentaux de la représentation, en offrant celui-ci en anglais et en français dans le cadre d'événements d'apprentissage régionaux et pancanadiens. À mesure que de nouvelles personnes se joignent au mouvement du DÉC, qu'il s'agisse de jeunes, de personnes âgées ou de Néo-Canadiens, le mentorat joue un rôle capital pour faire en sorte que la nouvelle vague de

praticiennes et praticiens aient accès aux compétences et aux ressources dont ils ont besoin pour être efficaces. Pour assurer la relève, le Comité de formation des praticiens et praticiennes a mis sur pied un nouvel atelier qui sera lancé au Congrès pancanadien de DÉC 2007.

Le comité continue d'accorder une place importante au perfectionnement professionnel en DÉC et dans les différents sous-secteurs connexes. L'une des priorités futures consiste à mettre sur pied une initiative de recherche participative pour définir de concert avec les praticiennes et praticiens de DÉC des ensembles de compétences de base, de pratiques exemplaires et d'outils essentiels aux activités du secteur, ainsi que pour travailler avec des groupes de formation et d'assistance technique partout au pays pour faire en sorte que les praticiens aient accès à des occasions d'apprentissage et à des ressources leur permettant d'acquérir ces compétences.

Pour être pleinement efficaces, les personnes œuvrant dans un organisme de DÉC ont besoin d'un soutien dans les cinq domaines suivants.

- Compétences et connaissances
- Information sur les carrières
- Avantages économiques
- Outils et ressources
- Occasions de réseautage

Manitoba – En octobre 2006, le quatrième rassemblement annuel du développement communautaire et du développement économique communautaire a eu lieu à Winnipeg, au Manitoba. Cet événement de plus en plus populaire organisé par le RCDÉC Manitoba avec l'aide de partenaires communautaires a réuni plus de 500 participantes et participants. Il avait comme objectif d'offrir aux personnes et aux organismes s'intéressant au DÉC une occasion de perfectionnement professionnel et de réseautage à titre gratuit.

Québec – Dans le cadre de notre partenariat avec le Chantier de l'économie sociale, les membres du RCDÉC d'un océan à l'autre ont participé au Sommet sur l'économie sociale, l'un des plus importants événements régionaux consacrés au DÉC au Québec. Plus de 600 personnes se sont réunies à cette occasion pour établir les prochaines étapes du développement de l'économie sociale, pour assurer le soutien du gouvernement provincial au mouvement et pour promouvoir la solidarité de concert avec des organismes canadiens et du monde entier.

Ontario – En 2006, le RCDÉC Ontario a mené des séances de téléapprentissage sur les Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT). Ces séances ont été une grande réussite et ont rassemblé plus de 60 praticiennes et praticiens. Ces événements ont aboli les obstacles liés à la distance et brisé l'isolement; ils ont permis aux praticiennes et praticiens d'accéder à l'information en même temps, peu importe leur emplacement géographique.

Manitoba – Le RCDÉC Manitoba a été invité à se joindre aux jeunes organisateurs du centre Ma Mawi Wi Chi Itata dans le cadre du processus de création d'un congrès axé sur les jeunes. Ce congrès a pour but de créer un sentiment d'unité et de fierté envers l'identité autochtone et d'évaluer les besoins des jeunes Autochtones vivant en milieu urbain. Nous pouvons tirer bien des enseignements de la façon dont le Ma Mawi et l'équipe organisatrice du congrès jeunesse contribuent à renforcer les capacités du secteur. Le RCDÉC est fier de donner de nouveau l'exemple du Ma Mawi et de ses processus de renforcement des capacités.

Comité de formation des praticiens et praticiennes

Diana Jedig, Association des SADC de l'Ontario (Ont.)
(présidente)

Bob Annis, Rural Development Institute (Man.)

Mark Cabaj, Tamarack Institute for Community
Engagement (Alb.)

Michele Cherot, Greater Trail Community Skills Centre
(C.-B.)

Melanie Conn, SFU CED Certificate Program (C.-B.)

Anne Doherty, Storytellers' Foundation (C.-B.)

Flo Frank, Common Ground Consulting (Sask.)

Carol Madsen, C. Madsen and Associates (C.-B.)

Mohamed M. Maie, Tools For Humanity (Alb.)

Parisa Pajouhesh, APR Consulting (C.-B.)

Barbara Rufo, Coopérative Interface (Qué.)

Ify Uzor, Distinctive Employment Counseling Service of
Alberta (Alb.)

Conseil d'administration du RCDÉC – 2006-2007

Cathy Harrington, présidente, Lutherwood (Ont.)

Natasha Jackson, vice-présidente, Halifax (N.-É.)

Caroline Lachance, secrétaire-trésorière, ÉCOF-CDEC de
Trois-Rivières (Qué.)

David LePage, président, Conseil sur les politiques,
Enterprising Non-Profits Program (C.-B.)

Peter Frampton, président, Comité des adhésions, The
Learning Enrichment Foundation (Ont.)

Diana Jedig, présidente, Comité de formation des
praticiens et praticiennes, Association des sociétés d'aide
au développement des collectivités en Ontario (Ont.)

Carol A. Madsen, C. Madsen Consulting (C.-B.)

Victoria Morris, Saskatchewan Co-operative Association
(Sask.)

Larry Casper, Lillooet Tribal Council (C.-B.)

Ethel Côté, L'Art du développement (Ont.)

Alex Chernoff, St. John's (T.-N.)

Louis Grenier, Conseil de la coopération de l'Ontario
(Ont.)

Personnel du RCDÉC

Rupert Downing, directeur général (C.-B.)

Richard Chamberlain, directeur des finances (C.-B.)

Paul Chamberlain, directeur des programmes (Ont.)

Nicole Chaland, directrice de l'apprentissage, Initiative
de développement coopératif (C.-B.)

Farrar Brodhead, coordonnatrice, Comité des nouveaux
leaders (C.-B.)

Jaie Skalin, coordonnatrice du Congrès pancanadien de
DÉC 2007 (C.-B.)

Marie-Germaine Chartrand, coordonnatrice, Programme
de stages en DÉC (C.-B.)

Erin Brocklebank, coordonnatrice des communications
(C.-B.)

Shelley McIntosh, aide-comptable (C.-B.)

Jackie Kanyuk, assistante, services aux membres (C.-B.)

Eileen Gillette, coordonnatrice régionale, C.-B. et Yukon
(C.-B.)

Brendan Reimer, coordonnateur régional, Prairies et
Territoires du Nord-Ouest (Man.)

Elizabeth Haight (C.-B.) Stagiaire d'été

Stagiaires :

Eliza Green (C.-B.)

Yasmin Aboelsaud (C.-B.)

Raïmi Babatoundé-Osseni (Man.)

Alison Drain (Ont.)

Sara Stephens (Man.)

Eileen Gillette (C.-B.)

Katie Mazer (C.-B.)

Jackie Kanyuk (C.-B.)

Robyn Webb (Man.)

Nous remercions du fond du cœur les personnes suivantes
pour leur précieuse contribution en 2006 :

Ellie Langford-Parks

Mike Toye

Monique Beaudoin

Seth Asikamos

Daniel Champagne

Monique Bolduc

Celia Smith

Joignez-vous à nous!

L'adhésion au RCDÉC est ouverte à toutes les personnes et à tous les organismes appuyant notre mission, nos valeurs et nos objectifs.

Avantages de l'adhésion :

- droit de vote sur les résolutions et droit d'occuper un poste au sein du RCDÉC;
- admissibilité aux subventions de voyage pour l'assemblée générale annuelle du RCDÉC, le Congrès pancanadien de DÉC et les événements de perfectionnement professionnel connexes;
- possibilité de promouvoir des produits et des services par l'entremise du RCDÉC;
- abonnement à la revue Making Waves
- accès à de l'information, à des publications et à des ressources sur le DÉC;
- possibilité de participer à l'élaboration des politiques et à des activités de perfectionnement des praticiens;
- reconnaissance à l'échelle locale de la participation à un réseau pancanadien.

Pour joindre notre réseau, visitez notre site web à www.ccednet-rcdec.ca.

Appuyez-nous!

Le RCDÉC est un organisme de bienfaisance enregistré. Les dons sont toujours les bienvenus.

Nous remercions tous ceux et celles qui ont appuyé nos activités en 2006 et avons hâte d'établir de nouveaux partenariats et de solidifier nos partenariats actuels au cours de la prochaine année.



À l'attention du conseil d'administration

THE CANADIAN COMMUNITY ECONOMIC DEVELOPMENT NETWORK / LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Canadian Community Economic Development Network / Réseau canadien de développement économique communautaire au 31 décembre 2006, l'état des résultats d'exploitation et l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice venant de se terminer. La direction de l'organisme est responsable de ces états financiers. Notre responsabilité est d'émettre une opinion sur ces états financiers en fonction des résultats de notre vérification.

Nous avons mené des vérifications conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent une planification et une vérification, de manière à obtenir une certitude raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. Une vérification inclut l'examen par sondage des faits appuyant les sommes et les renseignements contenus dans les états financiers. Une vérification inclut aussi l'évaluation des principes comptables utilisés et les prévisions importantes employées par les gestionnaires, ainsi que l'évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme plusieurs organismes charitables, cet organisme a tiré une partie de ses revenus de dons, qui de par leur nature ne permettent pas une vérification complète. En conséquence, notre vérification de ces revenus s'est limitée aux sommes enregistrées dans les rapports de l'organisme et nous n'étions pas en mesure de déterminer si de quelconques rajustements pourraient être nécessaires aux dons, aux revenus, à l'excédent des dépenses sur les revenus et à l'actif net.

À notre avis, ces états financiers présentent de façon juste, à tous égards importants, la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2006, ainsi que ses résultats d'exploitation pour l'exercice venant de se terminer, conformément aux principes comptables canadiens généralement reconnus. Comme l'exige le Society Act of British Columbia, nous déclarons être d'avis que ces principes ont été appliqués d'une manière correspondant à celle de l'an dernier.

Si la version française diffère de la version anglaise, la version anglaise a préséance.

Victoria, Colombie-Britannique
16 mars 2007

SHERWOOD & THOMAS
Comptables agréés

THE CANADIAN COMMUNITY ECONOMIC DEVELOPMENT NETWORK/
LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
ACTIF		
À court terme		
Actif bancaire	\$ 83,227	\$ 77,057
Dépôts à terme	200,000	-
Comptes débiteurs (note 3)	94,568	85,357
Dépenses de congrès payées d'avance	23,295	26,512
Frais de stationnement payés d'avance et dépôts	<u>3,471</u>	<u>3,254</u>
	404,561	192,180
Immobilisations (note 4)	<u>31,752</u>	<u>34,108</u>
ACTIF TOTAL	<u>\$ 436,313</u>	<u>\$ 226,288</u>
PASSIF		
À court terme		
Revenu comptabilisé d'avance (note 6)	\$ 298,826	\$ 94,510
Comptes créditeurs (note 5)	<u>47,820</u>	<u>48,844</u>
	<u>346,646</u>	<u>143,354</u>
ACTIF NET		
Actif net	<u>89,667</u>	<u>82,934</u>
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	<u>\$ 436,313</u>	<u>\$ 226,288</u>

THE CANADIAN COMMUNITY ECONOMIC DEVELOPMENT NETWORK/
LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE
ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2006

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
REVENUS		
Recettes de projets	\$ 1,517,650	\$ 982,035
Subventions d'exploitation	82,352	80,000
Revenus produits	114,762	53,220
Droits d'adhésion	66,346	54,866
Subventions salariales	-	1,932
Autres revenus	326	693
	<u>1,781,436</u>	<u>1,172,746</u>
DÉPENSES		
Administration		
Bureau	16,944	16,849
Achat de matériel	7,745	1,998
Services professionnels	4,800	6,009
Communications	3,495	6,321
Traduction	9,211	4,851
Internet	1,745	2,047
Publicité	621	2,058
Assurance	1,005	1,901
Frais d'adhésion	2,338	-
Loyer	16,101	1,585
Frais d'intérêt et frais bancaires	1,480	760
	<u>65,485</u>	<u>44,379</u>
Comités et conseil d'administration		
Services contractuels	9,882	3,203
Frais de déplacement et de représentation	4,078	34,790
Communications	3,120	11,080
Abonnements	21,301	15,538
Divers	271	4,558
	<u>38,652</u>	<u>69,169</u>
Dépenses liées au personnel		
Salaires et avantages sociaux	466,261	317,239
Services contractuels	6,900	-
Formation des employés	804	-
Frais de déplacement et de représentation	5,960	10,316
	<u>479,925</u>	<u>327,555</u>
Dépenses d'exécution (dépenses liées au personnel non comprises)		
Frais de déplacement et de représentation	331,663	266,473
Contractuels	300,383	221,262
Salaires des stagiaires	279,581	-
Coordination régionale	86,545	122,234
Frais administratifs	16,854	-
Communication	71,495	62,432
Traduction	26,238	15,482
Matériel et fournitures	27,859	10,567
Location de bureaux, de salles de réunion et d'équipement	41,544	11,761
Frais d'intérêt et frais bancaires	2,401	1,805
Publicité et conception graphique	3,722	3,197
	<u>1,188,285</u>	<u>715,213</u>
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	<u>\$ 9,089</u>	<u>\$ 16,430</u>

THE CANADIAN COMMUNITY ECONOMIC DEVELOPMENT NETWORK/
LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31 DÉCEMBRE 2006

	Investissement en immobilisations	Non affecté	Total 2006	Total 2005
Actif net, début de l'exercice	\$ 34,108	\$ 48,826	\$ 82,934	\$ 35,979
Excédent des revenus sur les dépenses	-	9,089	9,089	16,430
Immobilisations acquises	<u>7,745</u>	<u>-</u>	<u>7,745</u>	<u>42,417</u>
	41,853	57,915	99,768	94,826
Amortissement des immobilisations	<u>(10,101)</u>	<u>-</u>	<u>(10,101)</u>	<u>(11,892)</u>
ACTIF NET, FIN DE L'EXERCICE	<u>\$ 31,752</u>	<u>\$ 57,915</u>	<u>\$ 89,667</u>	<u>\$ 82,934</u>

Histoire d'oies



Quand des oies volent en formation, elles réalisent une forme unique de travail d'équipe. Chaque battement d'aile donne de la portance et aspire vers le haut l'oiseau placé dans le sillage direct de celui qui le précède. Grâce à la formation en V, l'ensemble du groupe augmente donc d'au moins 71 % son rayon d'action par rapport à ce que serait la distance franchissable d'une oie en vol solitaire.

Et quand une oie accuse du retard, elle ressent brusquement une traînée et une résistance aérodynamique qui la conduiront rapidement à réintégrer sa formation pour pouvoir profiter de la portance que lui donne l'oiseau en avant d'elle.

Quand l'oie qui est à la pointe se fatigue, elle se place dans la queue du V et se fait remplacer par un autre meneur.

Les oies de l'arrière criaillent pour encourager celles de l'avant à tenir la cadence.

Une oie souffrante ou blessée qui se laisserait distancer par sa formation se fera escorter au sol par deux de ses comparses, prêtes à lui offrir aide et protection. Celles-ci demeureront auprès de leur compagne en difficulté jusqu'à ce qu'elle puisse à nouveau voler... ou qu'elle s'éteigne. C'est seulement alors qu'elles reprendront leur essor en tandem ou qu'elles s'intégreront à une autre formation pour rattraper leur groupe d'origine.



Email: info@ccednet-rcdec.ca Website: www.ccednet-rcdec.ca

Head Office

211-620 View Street
Victoria, BC
Canada V8W 1J6

Tel (250) 386-9980
Fax (250) 386-9984
Toll-free 1-877-202-2268